

Cluster Provincial de l'Ituri

Analyse de protection

La crise sécuritaire dans le territoire de Djugu, province de l'Ituri

Juin 2019

I. Contexte sécuritaire

Le Territoire de Djugu, dans la province de l'Ituri, a été plongé dans un cycle de violences depuis 2017 et exacerbé en 2018 et 2019 suite aux hostilités d'hommes armés non identifiés référés comme « assaillants » et de groupes armés non étatiques, notamment les Allied Democratic Forces (ADF), la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) et des milices Mai Mai. Il faut noter que ces violences se sont exacerbées surtout du fait des tensions inter-ethniques entre les Hema et les Lendu, mais plusieurs autres raisons et facteurs viennent se greffer à cette lecture qui serait sinon trop réductrice.

Ces événements récents sont la résurgence de conflits bien plus anciens et qui ne sont donc toujours pas réglés. En effet, « les plaines de l'Ituri, riches en pétrole, en bois, en or, en diamants et en coltan, ont été le théâtre de contestations de longue date entre les pasteurs hema et les agriculteurs lendu. La population lendu représente entre 750 000 et 1 million d'habitants, l'agriculture étant leur activité économique traditionnelle. Les Hema, qui comptent entre 300 000 et 400 000 personnes, contrôlent la plupart des plantations et des ranchs laissés par les colons belges. Au fil du temps, ils ont étendu leurs propriétés foncières, leur pâturage et leur élevage à grande échelle à Djugu au Nord, à Irumu au Sud et le long du lac Albert à l'Est, grâce au soutien des autorités locales et nationales. La demande d'un plus grand accès à la terre pour l'élevage et l'agriculture, la croissance rapide de la population et la diminution de la fertilité et de la disponibilité des terres ont été au centre des tensions entre les deux communautés. (...) Cependant, malgré l'accent mis sur l'ethnicité, la crise de l'Ituri est essentiellement politique. Au cœur, il y a une lutte pour le pouvoir entre les élites hema et lendu et leurs efforts, ainsi que ceux de leurs alliés basés à Kinshasa, pour contrôler l'administration et les ressources de la région¹. »

¹ ACSS - Africa Center for Strategic Studies, *Ituri devient la dernière poudrière du Congo*, 24 août 2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/africacenter.org-Ituri%20devient%20la%20derni%C3%A8re%20poudri%C3%A8re%20du%20Congo.pdf>

Ces deux groupes s'affrontent donc régulièrement du fait des accusations mutuelles portées entre les uns et les autres, les Lendu prétextant que les Hema seraient de connivence avec les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) tandis que les Lendu sont accusés d'être de connivence avec les assaillants. Les FARDC accuseraient également les Lendu d'être de connivence avec ces derniers et les opérations militaires engagées viseraient ces communautés accusées de complicité avec les assaillants. Ce qui accentue les arrestations arbitraires et les amendes indues contre les Lendu, créant ainsi un sentiment de méfiance des communautés Lendu contre les FARDC, et de ce fait la création des groupes d'auto-défense. Ces conflits ont ainsi entraîné la mort de plus de 200 civils selon le BCNUDH, des incendies de nombreux villages, la destruction des infrastructures sociales de base, les violations des droits humains, des mouvements massifs de population à l'intérieur de Djugu, dans la ville de Bunia et dans d'autres territoires voisins, notamment en Irumu et Mahagi, ainsi qu'en Ouganda.

En effet les assaillants / présumés hommes armés, attaquaient les positions des forces de l'ordre (FARDC et Police Nationale Congolaise - PNC). Des localités à forte concentration de personnes déplacées internes situées dans les zones de Linga, Fataki, Laudjo, Ladedjo, Jiba, soit la région lacustre dans le Territoire de Djugu, étaient à nouveau attaquées et les populations contraintes à de nouvelles vagues de déplacements, soit à l'intérieur du territoire de Djugu, soit vers d'autres territoires voisins, notamment Mahagi, Irumu et d'autres encore ont traversé la frontière pour trouver refuge en Ouganda. La dynamique de retour amorcée en avril 2018 avec les autorités et les acteurs humanitaires connaissait donc une fois de plus un coup d'arrêt, alors que la majorité des personnes déplacées s'étaient exprimées en faveur du retour selon le Rapport de Collecte d'intentions de retour élaboré par le HCR et Intersos.

La situation sécuritaire et de protection s'est encore détériorée en mars et début mai 2019 avec le meurtre de quatre officiers des FARDC dans le Territoire de Djugu, des attaques dirigées contre des écoles et des centres de santé, des pillages, des enlèvements, etc. On assiste depuis à de nouvelles vagues de déplacements dans certaines zones de retour et dans le territoire de Mahagi. Une partie de la Chefferie de Mokambo devient la cible des attaques d'assaillants en provenance du littoral du lac Albert, juste à la limite entre les deux territoires.

La présente note d'analyse fait un point sur la situation de protection des civils dans ce territoire de la province de l'Ituri en proie aux violences armées et ses corolaires, ainsi que pour proposer des orientations y relatives en terme de réponses.

II. Aperçu de la situation de protection à Djugu

Depuis le 21 mai 2019, plusieurs villages sont attaqués, incendiés, pillés, des civils sont tués et des mouvements massifs de population surviennent. On assiste à l'extension de l'insécurité à l'intérieur du Territoire de Mahagi. Cette nouvelle crise est inquiétante et les souvenirs de la vague de violence de 2017 et 2018 sont encore présents. Les acteurs humanitaires doivent maintenant faire face à une nouvelle crise alors que les ressources ne sont pas suffisantes et que de nombreux besoins restent à couvrir pour des milliers de personnes affectées par les précédents conflits. Le Territoire de Mahagi, indirectement affecté par la crise de Djugu depuis décembre 2017, avait servi de refuge à plus de 70 000 PDIs (en provenance du Territoire de Djugu) répartis pour la plupart dans des familles d'accueil et dans les sites.

Des hommes armés ont attaqué la localité de Blukwa, groupement Buku, chefferie de Bahema Nord, Territoire de Djugu, le 03 juin 2019. A l'issue de cette attaque, des chèvres, vivres et certains biens ménagers de la population auraient été pillés, avant que les assaillants ne soient repoussés par les FARDC. Cette situation a provoqué un important déplacement de population de Blukwa et environs, vers Largu et Bunia mais dont l'effectif n'est pas encore connu. Ces attaques se sont intensifiées durant la première quinzaine de juin et se poursuivent au moment de la rédaction de ce rapport.

La société civile de la chefferie de Bahema Nord a annoncé le 16 juin 2019 qu'environ 140 corps sans vie auraient été découverts le 15 juin, dans la localité de Tché, groupement Losandrema, Territoire de Djugu. Vingt-et-un autres corps auraient aussi été découverts le même jour dans les localités de Pawi, Tshinji et Zendro dans le groupement Dendro, soit un total de 161 corps. Ces corps ont été découverts par la population locale dans la brousse après une attaque d'hommes armés dans la nuit du 12 juin. L'information n'est pas vérifiée à ce jour et le président de la société civile de Bahema Nord indiquait toutefois que ce chiffre était provisoire, plusieurs autres personnes étant encore portées disparues². Dans la matinée du 18 juin 2019, deux attaques ont été perpétrées, dont une contre les positions des FARDC par les « assaillants Lendu de la forêt de Wago » dans la localité de Blukwa à 4 Km de Drodro et une autre contre le village de Lidda dans le groupement Bahema Badjere où des incendies de plusieurs habitations sont rapportés. Ceci a provoqué un mouvement de nombreuses personnes déplacées en direction de Drodro, où ils vivent pour l'instant dans les bâtiments vides de l'église catholique et les alentours. Du 14 au 18 juin 2019, une estimation de 3284 nouveaux ménages composés de 16.694 personnes seraient

² Radio Okapi, *Ituri: 161 nouveaux corps découverts dans les localités de Djugu (Société civile)*, 16 juin 2019, <https://www.radiookapi.net/2019/06/16/actualite/securite/ituri-161-nouveaux-corps-decouverts-dans-les-localites-de-djugu>

arrivés dans la ville de Bunia, y compris sur les sites de l'Institut Supérieur Pédagogique et de l'Hôpital Général de Référence de Bunia, chiffres sous réserve de confirmation du Groupe de Travail CCCM.

Le 19 juin 2019, un groupe d'hommes armés non identifiés a attaqué la position des FARDC à Nyamamba, située à environ 12 kms au nord de Tchomia, groupement Gbavi en Chefferie de Bahema Banywangi. Le bilan provisoire de cette attaque fait état de deux femmes tuées, dont une était épouse d'un élément des FARDC. Cette attaque a contraint environ 250 habitants de Nyamamba à fuir vers la localité de Tchomia. En représailles, certains habitants de Tchomia et de Nyamamba ont incendié onze cases dans le village Lendu de Datule, groupement Penyi en Secteur de Walendu Tatsi, situé entre Tchomia et Nyamamba, dont ils accusaient les résidents de ces cases d'être en connivence avec les assaillants. Les habitants de Datule ont fui vers les villages d'Anger, Landa et Njiro dans le Mont Bleu.

A tout ceci vient s'ajouter la flambée des violences intercommunautaires dans les Territoires de Djugu, Irumu et Mahagi, suite à l'assassinat de quatre commerçants Lendu, originaires de Kobu³, le 10 juin 2019. La communauté Lendu a ainsi accusé la communauté Hema d'être auteur de cet assassinat intervenu dans une embuscade tendue par des hommes armés non identifiés sur Kpatakpata-Nizi, Chefferie de Mambisa. Cela a généré un total de 119 incidents de protection collectés et documentés durant la semaine du 10 au 16 juin 2019, contre 78 enregistrées la semaine du 03 au 09 juin, soit une hausse de 41 incidents (34 %). L'intensification des attaques menées par des assaillants et des milices Maï Maï en serait la cause. Le taux d'incidents a donc été très élevé en Territoire de Djugu par rapport aux autres territoires. Il convient de noter que faute d'accès et dû à la couverture très limitée de monitoring de protection dans la région, la collecte des incidents de protection a été loin d'être exhaustive. Surtout que suite à cette insécurité, les équipes de protection basées à Fataki ont dû se réfugier dans le territoire de Mahagi (voisin de Djugu).

En somme la situation de protection reste fortement affectée par la situation sécuritaire très volatile dans le Territoire de Djugu. Il reste à craindre que cette escalade ne submerge de vastes parties de la province.

III. Analyse des mouvements de populations et des risques

Avec les récentes attaques perpétrées par les assaillants et autres groupes armés, essentiellement dans le territoire de Djugu, mais aussi dans une moindre mesure dans les territoires de Mahagi et d'Irumu, des estimations très globales ont pu être établies. Sur la base d'un ensemble cumulé de recensements menés par des leaders communautaires, les chefs des zones de santé, les moniteurs de protection et les points

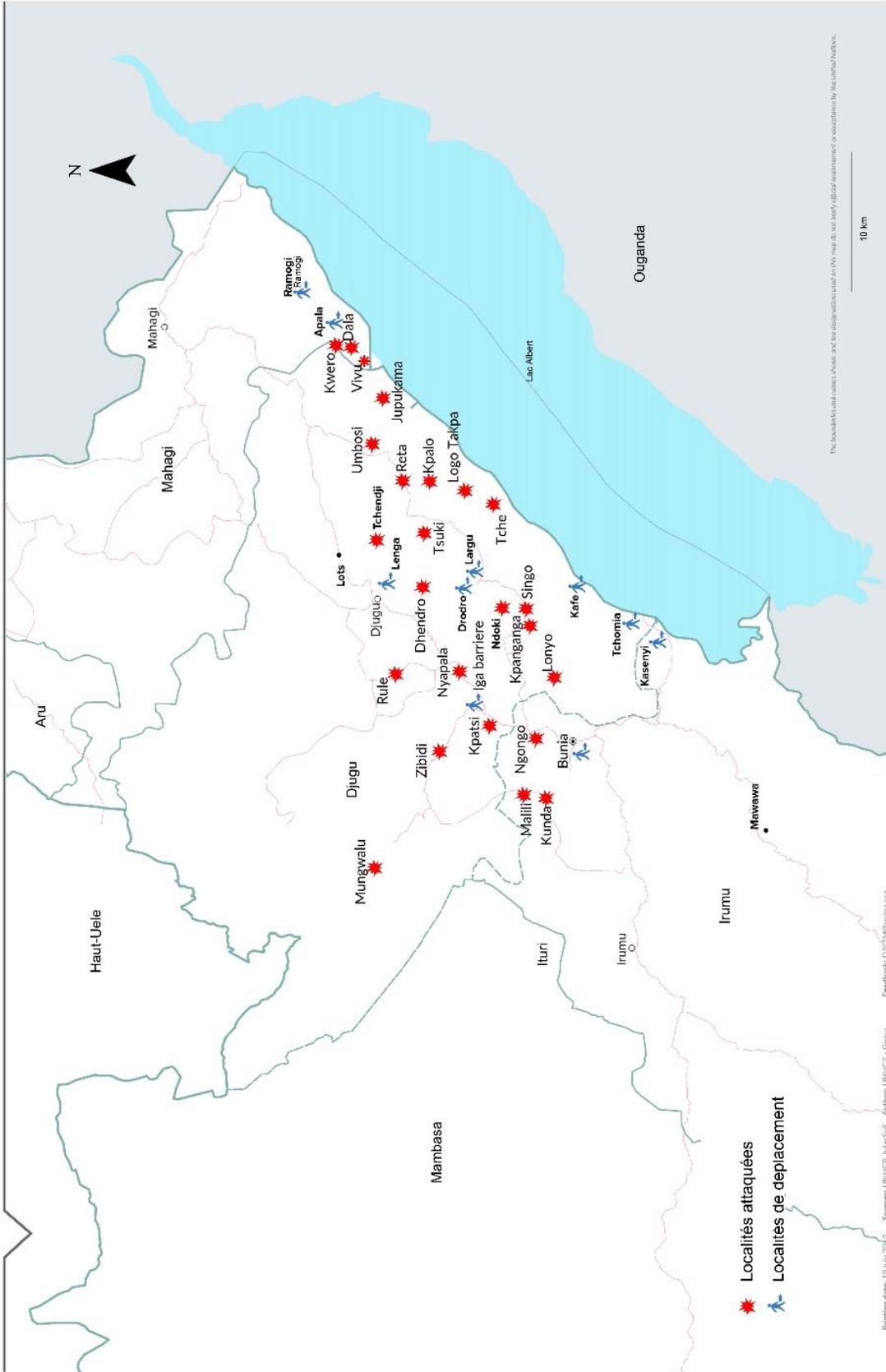
³ Kobu est situé à l'extrême ouest de Djugu, sur la route Bunia-Mongwalu

focaux d'OCHA, une estimation globale de **316.915 personnes déplacées de force est présentée au 20 juin 2019, dont 209.504 PDIs**, soit 66%, dans le territoire de Djugu. Il est important d'insister qu'aucune confirmation de ces chiffres n'est possible à l'heure actuelle car aucune opération de vérification ne peut être menée et la plupart des zones de conflit restent inaccessibles aux acteurs humanitaires. Il reste donc impossible à l'heure actuelle de faire la part des nouveaux déplacements, déplacements secondaires et déplacements de plus longue date. De plus, ces chiffres évoluent tous les jours car les populations continuent à se déplacer pour se mettre à l'abri des hostilités en cours. Ces mouvements se poursuivent donc actuellement à l'intérieur de Djugu, de Djugu vers l'Uganda, de Djugu vers Mahagi et de Djugu vers Irumu. Ils font suite aux incursions et à l'intensification des exactions des assaillants dans les chefferies de Bahema Nord, Bahema Badjere, Baguru, Mambisa, etc. qui profitent de la faible couverture sécuritaire. Cela a augmenté les violations des droits humains, qui se sont caractérisées par des viols, pillages, restrictions de mouvement des civils dans certaines zones, la limitation de l'accès humanitaire et l'évacuation de plusieurs ONGs, exacerbant ainsi le besoin humanitaire chez les PDIs. Ces chiffres sont donc dynamiques et évoluent depuis, notamment, les deux attaques perpétrées à Blukwa le 18 juin et à Lidda, groupement de Bahema Nord, mais aussi de par la libération de routes bloquées par les assaillants. Les tableaux ci-dessous précisent la répartition des PDIs par sites et par territoires :

Zones de Santé	Localités avec PDIs	Territoires	Minimum PDIs rapporté
Drodro	4	Djugu	10539
Fataki	5	Djugu	20602
Jiba	6	Djugu	10658
Linga	11	Djugu	16748
Lita	12	Djugu	35414
Logo	5	Djugu	24200
Nizi	15	Djugu	25074
Rethy	8	Djugu	14180
Tchomia	6	Djugu	12219
Angumu	20	Mahagi	48811
Bambu	4	Mahagi	24405
Mahagi	2	Mahagi	1232
Mangala	8	Mahagi	15285
Nyarambe	10	Mahagi	39870
Bunia	7	Ville à l'intérieur d'Irumu	9678
Rwampara	2	Irumu	8000
Total	125		316,915

Table 1 : Répartition des PDIs dans les territoires de Djugu, Mahagi et Irumu à la date du 16 juin 2019

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE D'ITURI : LES LOCALITES AFFECTEES PAR LA CRISE DE DJUGU ET MAHAGI



Carte 1: Localités affectées par la crise sécuritaire à Djugu et Mahagi

Il faut également noter un déplacement de près de 2,000 personnes vers l'Ouganda depuis le 9 juin, d'après les chiffres du Haut-Commissariat pour les Réfugiés.

Tous ces mouvements ne sont pas sans risques sur les populations civiles. Parmi les risques auxquels sont exposés les civils, l'on note :

- Enlèvements/kidnappings des femmes et des enfants
- Séparation familiale exacerbant le nombre d'enfants séparés et non accompagnés
- Risque de tomber dans des embuscades d'assaillants en cours de route
- Pillages et extorsions des biens
- Meurtres/homicides
- Viols, coups et blessures
- Violences psychologiques/émotionnelles
- Tortures, traitements inhumains et dégradants

IV. Analyse des incidents de protection

197 incidents de protection ont été enregistrés du 01 au 16 juin 2019 principalement dans les territoires de Djugu, Mahagi, Irumu et Mambasa. En comparant avec les deux semaines précédentes (du 20 au 31 mai), durant lesquelles 164 incidents de protection avaient été documentés, on constate une augmentation brute de 33 incidents. Cette tendance est probablement sous-estimée dû à l'actuel manque d'accès aux zones.

Ces incidents de protection, violations des droits humains, se caractérisent par des pillages, des enlèvements/kidnappings de femmes et d'enfants, des incendies, des viols, des coups et blessures, des tortures, traitements inhumains et dégradants, etc. Le territoire de Djugu est le plus affecté par ces violations des droits humains du fait de l'intensification des attaques des assaillants. Par ailleurs, si en 2018, les conflits étaient restés focalisés dans une partie du territoire de Djugu (Iga Barrière – Fataki – Drodro - Katoto et environs), cette nouvelle crise s'étend sur des zones auparavant stables : ouest du territoire de Djugu (Nizi – Kobu - Kilo), territoire de Mahagi et territoire d'Irumu. Outre cette extension physique, on compte des victimes parmi les membres des autres communautés ethniques (Alur dans le territoire de Mahagi, Nyali vers Kilo, Bira en territoire d'Irumu, etc.). Cette nouvelle donne risque ainsi d'intensifier et de généraliser la crise.

A ceci s'ajoutent les conflits intercommunautaires entre les Lendu et les Hema du fait des accusations mutuelles, des actes de meurtre, d'enlèvements, d'extorsion des biens, de pillages/vols de bétails et des

produits des champs, des incendies de maisons voir des actes de viol qui se font entendre de part et d'autre entre les deux communautés. Des actes de provocation et de méfiance ne cessent de se multiplier également. Cependant, le fait majeur que d'autres groupes ethniques sont maintenant aussi victimes de ces violences, alors que celles-ci ne sont pas affiliées aux Hema ou Lendu, est à mettre en avant car cette crise actuelle ne peut se réduire uniquement à ce conflit récurrent entre les Hema et Lendu. De plus, beaucoup des attaques des assaillants ne sont pas revendiquées et il reste donc difficile d'assimiler ces attaques non-identifiées comme pouvant être reliées aux groupes armés d'obédience ethnique avec certitude, et donc à plus forte raison aux populations des groupes ethniques. Enfin, des actions de sensibilisation à la coexistence entre les Hema et les Lendu sont actuellement menées par des leaders communautaires des deux groupes à travers des barzas⁴ intercommunautaires, où l'accent est mis sur le fait que les violences actuelles ne sont pas dues aux tensions ethniques plus anciennes.

Les PDI de cette crise en cours s'amassent actuellement dans des chefferies/secteurs favorables à leurs connotations interethniques sans aucune assistance humanitaire. A présent il est difficile d'estimer l'effectif de ces personnes déplacées à cause de l'insécurité qui bat son plein dans tous les villages.

Notons aussi que la route nationale N° 5 (spécifiquement la partie Bunia - Iga Barrière – Fataki) ainsi que des routes de desserte agricole sont complètement bloquées par des jeunes armés d'armes blanches et quelques armes à feu, une situation qui aggrave de plus en plus la vulnérabilité des populations en rendant difficile tout accès des humanitaires pour une assistance appropriée à ces populations meurtries par les conflits armés. Les incidents de sécurité et de protection, les mouvements internes de populations civiles dans le territoire de Djugu, ainsi que le long de la limite avec le territoire de Mahagi, soumettent la communauté humanitaire à une situation complexe.

V. Recommandations

Au vu de la situation préoccupante de protection décrite ci-dessus, les recommandations suivantes sont formulées :

Aux autorités provinciales/nationales

- Renforcer la sécurité sur les axes d'interventions dans les zones touchées afin d'assurer un accès humanitaire en sécurité :

⁴ Un barza (du Kiswahili 'baraza') est défini comme un lieu où les membres d'un village ou d'une communauté ont l'habitude de se rencontrer pour échanger sur les différents aspects de la vie communautaire

- Bunia – Fataki – Mahagi
- Bunia – Nizi – Bambu (Kobu)
- Bunia – Katoto – Drodro – Blukwa
- Bunia – Chomia – Kasenyi
- Renforcer les mécanismes de dialogue communautaire sur la cohésion sociale entre les communautés afin d’assurer la protection des populations et de leurs biens ainsi que d’apaiser les tensions intercommunautaires
- Initier une analyse approfondie afin de mieux comprendre les causes profondes de cette crise cyclique et, ainsi, d’entrevoir les actions adaptées.
- Renforcer l’implication des structures de sécurité pour assurer la protection des infrastructures sociales de base (centres de santé, écoles, points d’eau et autre) contre les attaques

Aux bailleurs de fonds

- Pour les fonds existants alloués sous CERF Underfunded, allocations standards et autres financements, les rendre flexibles afin de permettre la prise en charge de projets visant les zones de déplacement et les personnes déplacées dans les différents sites nouveaux et anciens
- Partant de besoins existant, les capacités de réponses disponibles étant limitées, financer les activités de réponses de nouvelles urgences dans les territoires de Djugu, Irumu et Mahagi. Ces nouveaux financements devraient inclure à la fois les besoins dans les zones de retour et dans les zones de déplacement

Aux acteurs humanitaires

- Mobiliser les acteurs de protection pour participer aux évaluations d’urgence
- Produire des notes d’analyse ‘ne pas nuire’ pour informer la réponse humanitaire
- Renforcer les capacités de réponse SGBV
- Mener un profilage des groupes de population les plus à risque
- Faire du plaidoyer en collaboration avec le BCNUDH pour des actions de poursuite contre les auteurs des violations des droits humains enregistrées, notamment la hausse des cas de meurtres
- Renforcer la participation des communautés et des autorités dans la mise en œuvre des activités de protection au niveau communautaire
- Renforcer l’assistance aux PDIs sur l’étendue des territoires de Djugu, Mahagi et Irumu

Sources :

- Note d'analyse de protection du cluster protection Ituri de mai 2019
- Note conceptuelle de plaidoyer des acteurs humanitaires en Ituri de juin 2019
- Note de protection sur le territoire de Djugu du HCR/Intersos du 22 Mai 2019
- Rapports hebdomadaire de monitoring de protection d'INTERSOS et de COOPI du 03 au 08 juin et du 10 au 15 juin 2019
- Note d'alerte sur la protection des civils dans la localité de Nyamamba en territoire de Djugu
- Rapport d'Evaluation des besoins humanitaires d'OCHA sur Djugu - Genegere et Ramogi
- Chiffres sur les PDIs validés par la Commission des Mouvement de Populations
- Article de Radio Okapi du 16 juin 2019 sur la crise à Djugu

<https://www.radiookapi.net/2019/06/16/actualite/securite/ituri-161-nouveaux-corps-decouverts-dans-les-localites-de-djugu>